

## Conclusion

« En histoire, il n'y a pas de parenthèse qui se referme comme si ce qui s'est passé dans l'intervalle pouvait être effacé et qu'on puisse reprendre le cours des choses à son point de départ. Tout laisse des traces dans les institutions, les comportements, les mentalités, la mémoire ou l'inconscient collectif. »

René RÉMOND, 2002<sup>1</sup>.

La *perestroïka* gorbatchévienne et le projet eltsinien d'une « nouvelle » Russie annonçaient une relation transformée avec le monde extérieur, non seulement parce que la guerre froide était terminée, mais aussi parce que le rapport à la puissance promettait d'être renouvelé. Trente ans plus tard, l'invasion de l'Ukraine, guerre d'agression de haute intensité qui bouleverse les équilibres stratégiques en Europe, renvoie aux heures les plus sombres de l'histoire de l'URSS et du Vieux Continent. Le déchaînement de violence auquel se livre la Russie depuis le 24 février referme la page de l'histoire qui s'était ouverte à la fin des années 1980, il marque l'épilogue des formidables attentes qu'avaient fait naître en Europe et dans l'espace postsoviétique la chute du rideau de fer, la réconciliation entre l'Est et l'Ouest de ce même Vieux Continent, la réunification de l'Europe et l'objectif affiché par le Kremlin de s'engager sur la voie de la démocratie et de l'économie de marché. Il en ouvre une autre lourde d'incertitudes dont on ne voit pas encore les contours. Comment le Kremlin en est-il arrivé à décider de bombarder sauvagement un pays voisin qui ne menaçait

pas la Russie et avec lequel les Russes avaient des liens séculaires ? Pourquoi s'est-il engagé dans une voie aussi tragique et hasardeuse ? L'obsession de puissance de la Russie poutinienne et les chemins qu'elle a empruntés pour parvenir à se faire reconnaître comme un des Grands de ce monde, sur lesquels nous nous sommes penchés dans cet ouvrage, figurent sans nul doute en première ligne des facteurs d'explication de cet acte.

Tout au long des trois décennies postsoviétiques, cette problématique a occupé une place centrale dans l'évolution de la Russie, par ailleurs très marquée par le poids de l'héritage russo-soviétique. Le profil des cinq personnalités de l'histoire de la Russie jugées par les Russes les plus éminentes (par ordre décroissant Staline, Lénine, Pouchkine, Pierre le Grand, Poutine) en est une illustration parmi d'autres<sup>2</sup>. La guerre en Ukraine confirme que la *derjavnost*<sup>3</sup>, la conviction que la Russie est vouée à être un grand pays, est demeurée bien ancrée dans les cercles dirigeants, et que le legs soviétique marque à nouveau fortement la stratégie d'influence et le choix des outils mis au service de l'action extérieure de la Russie. Elle confirme aussi que la politique menée a enfermé ses dirigeants dans un univers mental au sein duquel les passions ont pris le dessus sur les intérêts. Avec des résultats qui sont dans la ligne de ceux constatés depuis des siècles.

La Russie continue à être un acteur international qui compte. Nous l'avons vu tout au long de cet ouvrage. Du fait de son potentiel nucléaire et de son siège au Conseil de sécurité des Nations unies, elle conserve des attributs de puissance mondiale qui lui confèrent un statut qui la distingue de la plupart des autres États de la planète. Elle a dans la vie internationale une visibilité entre autres liée au fait qu'elle détient de formidables ressources en matières premières, qu'elle est membre de nombreux forums et organisations internationales, qu'elle a des forces armées modernisées ainsi qu'une « capacité d'initiative stratégique<sup>4</sup> » et de nuisance qui lui permettent de défendre ses intérêts et d'apparaître comme un acteur incontournable, qu'elle dispose d'un héritage culturel d'une extrême richesse. Grâce aux valeurs traditionnelles dont elle se réclame et à son discours sur la souveraineté des États, elle exerce dans certains pays et dans certains milieux une attraction qui peut être forte. Et elle est pour d'aucuns une source d'inspiration : à titre d'exemple, si l'on en croit un récent rapport sur le thème, ses opérations d'influence sont considérées à Pékin comme un modèle à suivre<sup>5</sup>.

### *La persistance du retard économique*

Mais son ambition de puissance continue à se heurter à de sérieux obstacles, elle continue notamment à être obérée par la persistance de ses vulnérabilités économiques. La Russie reste « une puissance pauvre », elle demeure « à la fois forte et faible », incapable de rattraper le retard économique qu'elle accuse, on l'a vu, depuis des siècles par rapport aux démocraties occidentales. L'écart demeure considérable avec les États-Unis et les États européens et, facteur aggravant, il l'est devenu avec la Chine. En 2020, d'après les données de la Banque mondiale (en dollars, à prix courants), l'économie américaine est 14 fois supérieure à celle de la Russie. En 2019, avant la pandémie de Covid-19, son PIB par tête d'habitant en parité de pouvoir d'achat représente 44,7 % de celui des États-Unis, 52,2 % de celui de l'Allemagne et 59,1 % de celui de la France<sup>6</sup>. Cette situation, qui découle de son incapacité à diversifier son économie, à sortir de la « malédiction » que constituent ses richesses en matières premières<sup>7</sup> et à apparaître autrement que comme un État rentier, renvoie du pays une image très négative. Ainsi permet-elle au président Biden de déclarer en juillet 2021 : « Vladimir Poutine a un vrai problème : il est à la tête d'une économie qui a des armes nucléaires et des puits de pétrole et rien d'autre. Rien d'autre<sup>8</sup>. » Quant à la Chine, si elle est encore loin derrière la Russie en termes de PIB par tête d'habitant (en 2019 en parité de pouvoir d'achat elle représente 57,4 % de celui de la Russie), son économie est en 2020 dix fois supérieure à celle de la Russie. Alors que les économies des deux États étaient à peu près au même niveau au moment de la disparition de l'URSS, un fossé désormais les sépare.

Le problème n'est pas conjoncturel, et il n'intéresse pas que les économistes : il est un boulet que la Russie traîne depuis des siècles. La volonté de lui « faire rattraper le retard qu'elle avait pris sur l'Europe dont tous avaient une conscience aiguë » a animé « tous les souverains russes qui se sont succédé depuis Pierre le Grand », écrit Hélène Carrère d'Encausse dans un ouvrage sur Alexandre II<sup>9</sup>. Elle est en effet très présente à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pendant le règne de ce dernier, elle l'est aussi au début du XX<sup>e</sup> pendant celui de Nicolas II et à la fin du XX<sup>e</sup> pendant les périodes gorbatchévienne et eltsinienne. Depuis Alexandre II, les *perestroïkas* entreprises

par les uns et par les autres, qu'elles soient tsariste, soviétique ou postsoviétique, ont toutes débouché sur des événements extrêmes. Alexandre II et Nicolas II ont été assassinés, et le règne de ce dernier a abouti à l'effondrement de la monarchie des Romanov et à la révolution bolchevique. La politique gorbatchévienne s'est achevée par l'écroulement de l'URSS et du système soviétique. Les réformes des années 1990 ont provoqué et se sont accompagnées de terribles désordres, dont le coût pour la société a été très élevé. La récurrence de ces événements, pour beaucoup tragiques, peut aisément conduire l'observateur à conclure que, dans ce pays immense, mener des réformes qui bouleversent l'ordre socio-économique, politique et international est aussi difficile que risqué. La question qui se pose à tous ceux qui ont des velléités de réforme est de savoir « jusqu'où il est possible d'aller sans ébranler tout l'édifice<sup>10</sup> ». Dans un pays corrompu comme l'est la Russie, pour un grand nombre des élites dirigeantes, elle est aussi de savoir jusqu'où aller sans perdre les bénéfices, très importants, que leur procure le pouvoir<sup>11</sup>. Hier comme aujourd'hui, le pays est, on le voit, empêtré dans un terrible dilemme : son ambition de puissance se heurte à un retard, séculaire, qu'il ne parvient pas à rattraper et qu'il est politiquement risqué – l'histoire le montre – de chercher à rattraper.

Sa situation est compliquée par le fait qu'elle est parallèlement confrontée à une contraction historique de ses positions sur la scène internationale, laquelle n'a été que partiellement compensée par un renouvellement des sources de son influence. La Russie joue depuis longtemps dans la cour des Grands, nous l'avons vu. Elle est l'héritière d'un empire qui n'a cessé de s'élargir et qui fut en Europe un acteur majeur. Elle est l'État successeur d'une URSS, un temps le leader d'un mouvement communiste mondial, qui a été considérée pendant quelque cinquante ans, dans une configuration internationale bipolaire, comme la deuxième puissance mondiale et qui a été une force structurante des relations internationales du XX<sup>e</sup> siècle. L'expansion, l'influence, la puissance et la centralité du pays dans la vie internationale sont continûment présentes dans son histoire : elles sont « dans la tête » des Russes, elles font partie de leurs grands points de repère. Mais entre 1989 et 1991, en moins de trois ans, ce monde s'est effondré. L'URSS perd alors son glacis est-européen qu'elle avait transformé en 1945 en une zone d'influence exclusive. Elle perd des alliances, certes imposées, mais qui ont contribué à sa puissance : le Conseil d'aide

économique mutuelle (CAEM) et le pacte de Varsovie. Dans le tiers-monde, elle perd un réseau diversifié d'alliances et d'influence, dessiné par de nombreux traités d'amitié et de coopération conclus sur pratiquement tous les continents. Elle-même disparaît, cédant la place à quinze États indépendants, dont l'émergence marque la fin de l'empire russo-soviétique. Par la suite, la Russie voit ses anciens alliés est-européens et trois des anciennes républiques soviétiques rejoindre les alliances occidentales, l'UE et l'OTAN, créée en 1949 pour faire face à la menace soviétique. Confrontée à ces événements, elle ne reste pas immobile. Elle change de stratégie, cherche de nouvelles sources d'influence dans le monde, est à l'origine dans l'espace postsoviétique de nouvelles institutions – la Communauté des États indépendants, l'Organisation du traité de sécurité collective, l'Union économique eurasienne –, se rapproche des pays émergents, notamment de la Chine. Elle continue, on vient de le rappeler, d'être un État qui compte dans la vie internationale. Mais le périmètre de son influence n'est plus du tout le même qu'auparavant. Elle n'a plus d'alliance de l'envergure de celles qu'avait créées l'URSS ; elle ne dispose plus de moyens financiers aussi importants que ceux que l'Union soviétique avait mis en son temps au service de son action extérieure ; dans son ancien empire, elle voit son influence diminuer continûment ; dans un monde qui n'est plus bipolaire, elle ne compte plus suffisamment pour être considérée par les États-Unis comme une priorité : pour Washington, la priorité, c'est désormais la Chine.

Cette contraction de son périmètre d'influence importerait peu si elle avait débouché sur un puissant renouvellement de ses moyens d'action, si elle avait été compensée par la transformation d'une politique largement fondée du temps de l'URSS sur la coercition en une politique d'influence. Mais les initiatives prises en ce sens n'ont pas été à la hauteur des enjeux, nous l'avons vu tout au long de cet ouvrage. Dans le domaine économique, la Russie a relancé avec succès certains secteurs (le nucléaire civil, l'armement, l'agriculture...) et elle connaît quelques beaux succès industriels. Mais elle ne s'est pas résolument engagée sur la voie de la modernisation de son économie et de ses infrastructures, le résultat étant qu'elle n'a pas rattrapé le retard qu'elle accuse et qu'elle n'exerce dans ce domaine qu'une attraction limitée. En matière de *soft power*, elle a déployé des efforts très importants pour renouveler ou conforter les instruments à sa disposition. C'est entre autres le cas dans l'audiovisuel

extérieur, outil par excellence de la diplomatie publique, qui a été entièrement redéfini et doté de solides moyens financiers. Avec des résultats indéniables, mais qui relèvent davantage du *smart* (cf. ci-dessous) ou du *hard power* que du *soft power*, et qui n'ont permis que partiellement de compenser les carences du système dans d'autres secteurs. Alors qu'il s'agit d'un domaine dans lequel la Russie a de formidables atouts, pour des raisons largement liées à l'absence de cohérence de ses politiques, elle a subi de sérieux revers. En Ukraine, alors que l'orthodoxie était un vecteur essentiel de son emprise sur ce pays, l'agressivité de sa politique a encouragé l'autocéphalie de l'Église orthodoxe d'Ukraine (officiellement proclamée en janvier 2019), que le Kremlin a été impuissant à empêcher, c'est-à-dire l'implosion de l'Église orthodoxe russe. Au sein du « monde russe » de l'étranger, les espoirs de soutien du Kremlin ne se sont qu'en partie concrétisés, le système politique et socio-économique mis en place par Vladimir Poutine suscitant de vives critiques. En 2014, d'une part en annexant la Crimée et en intervenant militairement dans le Donbass, d'autre part en montant une vaste opération de dopage des athlètes russes, Moscou a anéanti les bénéfices en matière de *soft power* résultant des Jeux olympiques de Sotchi et d'autres manifestations sportives. En menant dans le domaine culturel une politique résolument conservatrice, elle s'est largement privée des fruits d'un rayonnement autrefois remarquable.

Parce qu'elles ne sont pas des phénomènes conjoncturels, la persistance du retard économique de la Russie et, parallèlement, la contraction de son périmètre d'influence dans le monde, qui vont à l'encontre de son ambition de puissance, ont de multiples conséquences. Elles ne peuvent notamment que susciter un sentiment d'amertume mêlée d'irritation à l'égard de l'Occident et, ce faisant, peser sur le rapport de la Russie à l'égard de celui-ci<sup>12</sup>. Lorsque le président Biden déclare que Vladimir Poutine est un « tueur » (« *killer* »), et que la Russie est « un rival stratégique » des États-Unis<sup>13</sup>, il désigne cette dernière comme un État qui compte dans la vie internationale. Lorsqu'il déclare qu'elle n'est qu'un « puits de pétrole », il met le doigt sur un point très sensible pour les Russes : son incapacité à diversifier son économie, à moderniser ses infrastructures et à rattraper le retard qu'elle accuse par rapport à l'Occident.

Cette situation conduit à nouveau à questionner le projet de puissance de la Russie. La rationalité voudrait que les élites dirigeantes en tirent les leçons, soit en renonçant à leurs ambitions, soit

en s'efforçant de redresser les positions de leur pays en le réformant et en le modernisant. Elles n'ont choisi ni l'une ni l'autre de ces deux voies. La Russie est pourtant parvenue à se faire reconnaître sur la scène internationale comme un acteur incontournable. Comment l'expliquer ? Dans l'introduction, à la suite de Pierre Hassner, nous avons évoqué parmi les options offertes au pays, outre les deux voies que nous venons de mentionner, celle qui consiste « à faire semblant d'être encore (ou d'être redevenue) une superpuissance ». Nous avons aussi évoqué la quête de grandeur de la Russie en définissant celle-ci comme l'apparence de la puissance. Là semble bien se situer un des éléments de structuration majeurs du rapport de la Russie au monde extérieur dans les années qui ont précédé l'invasion de l'Ukraine.

### *La grandeur pour masquer les faiblesses*

La grandeur, très présente dans la politique extérieure russe, nous l'avons vu tout au long de cet ouvrage, est à distinguer de la puissance. Elle apparaît comme un moyen autant qu'une fin, qui vise à crédibiliser la volonté de la Russie de voir reconnaître son statut de puissance. La politique de grandeur consiste à accorder une place centrale aux apparences, à l'affichage, à la posture : le Kremlin semble partir du principe que pour être reconnue comme un acteur majeur, la Russie doit *faire comme si* elle continuait à être un acteur majeur, en d'autres termes que, quoi qu'il arrive, elle doit faire illusion. Ce qui conduit à cette assertion, c'est que dans la pratique, la Russie attache une importance considérable et continue aux enjeux et aux gains symboliques. Elle privilégie tout ce qui lui donne l'apparence d'un Grand, tout ce qui la « fait compter au-dessus de son poids », notamment économique, « parmi les grandes puissances ». Affirmant haut et fort qu'elle fait partie de ceux qui siègent à la table des Grands, elle se place chaque fois qu'elle le peut sur le devant de la scène<sup>14</sup>. L'évolution de la France n'est en rien comparable avec celle de la Russie, mais sur ce point le projet porté par le général de Gaulle aide à comprendre la posture russe : aux yeux de celui-ci, la grandeur, qui a longtemps structuré les relations entre la France et le reste du monde, recouvrait la quête du rang et du statut de la France dans le système international. Elle était la capacité à « faire croire que la France est un grand pays ». Elle était, disait-il, « une illusion permanente »,

« une grande ambition nationale, susceptible de masquer le déclin d'un pays »<sup>15</sup>. Pour la Russie de Vladimir Poutine, la grandeur, qui a une vocation à la fois interne (rassembler la population autour d'un grand dessein) et externe (faire croire que la Russie est ce qu'elle n'est plus), apparaît comme le moyen de compenser les faiblesses et de « masquer les défaites »<sup>16</sup>.

L'action extérieure de la Russie est structurée par l'objectif de puissance *et* de grandeur. De multiples exemples illustrent l'attention considérable continûment apportée par Moscou à son statut et à son rang, nous l'avons vu. Le Kremlin ne cesse de rappeler que la Russie n'est pas un État comme les autres, qu'elle est l'un des principaux centres d'un monde multipolaire, qu'elle est un acteur énergétique majeur, qu'elle doit être respectée et traitée « d'égal à égal » par les Grands de la planète, qu'elle représente une alternative à l'ordre mondial dominé par les États-Unis mis en place en 1945, que son désir de vouloir participer à la décision et à la gouvernance mondiale est légitime. Et il étaye son discours par de nombreuses initiatives. Parmi elles, figurent en bonne place ses efforts pour moderniser le potentiel nucléaire russe ; ses positions sur le rôle central du Conseil de sécurité des Nations unies et sur la nécessité de préserver le droit de veto de ses cinq membres permanents, sa proposition d'investir ces cinq États d'une nouvelle mission dans le monde ; sa politique mémorielle visant à imposer un récit historique fait de victoires et de moments héroïques glorieux, notamment en organisant de multiples commémorations de grands événements qui permettent de valoriser les temps forts de l'histoire russo-soviétique (en particulier la victoire sur le nazisme en 1945), la place que la Russie occupe dans le monde, la richesse de son héritage culturel, les capacités d'innovation scientifique et les performances qui ont fait la gloire de l'URSS (comme la conquête spatiale) ; l'organisation année après année de grandes manifestations sportives internationales qui illustrent sa capacité à créer des événements planétaires et à être « une puissance sportive » ; l'annonce en août 2020 par Vladimir Poutine, avant le début des essais cliniques de phase 3, que son pays est le premier dans le monde à avoir trouvé un vaccin contre le Covid-19.

Pour se faire reconnaître sur la scène internationale comme un acteur incontournable, à partir de la fin des années 2000, la Russie revient par ailleurs à ce qui a été un moyen privilégié en son temps par l'URSS : l'outil militaire et la coercition ou la menace

de la coercition. Après 1991, le facteur militaire a continué à jouer un rôle significatif : dans les années 1990, l'arme nucléaire est au cœur de l'ambition de puissance conservée, les conflits dans l'espace postsoviétique sont un moyen pour Moscou de peser sur les trajectoires de certains de ses partenaires, et elle continue à vouloir maintenir une présence militaire sur le sol de plusieurs de ses voisins de la CEI. Mais ce facteur n'est plus considéré comme l'essentiel, nous l'avons vu : l'idée très présente au lendemain de l'effondrement de l'URSS est que la puissance doit reposer sur la solidité des positions économiques et autres de la Russie. Ce paradigme ne tient pas dans la durée. À un moment où le prix du baril de pétrole augmente fortement les capacités budgétaires du pays, Vladimir Poutine part de l'idée que pour être respectée, la Russie doit être forte ou apparaître comme telle. Il accorde dès lors au facteur militaire une importance qui croît avec le temps. À partir de 2008, il engage une modernisation des forces armées, nécessaire, au moins dans une certaine mesure, après des années de sous-investissement. En ayant recours à la force en Ukraine en 2014 (annexion de la Crimée et intervention dans le Donbass), en intervenant militairement en Syrie en 2015, la Russie montre qu'elle a désormais à nouveau la volonté et la capacité d'utiliser la coercition pour peser sur les évolutions à l'étranger. En mettant « en avant sa force armée rénovée », en n'hésitant pas « à surjouer sa puissance militaire », l'État cherche à conforter son statut et à « gommer ses carences dans d'autres champs de sa puissance – économie, technologie, démographie, *soft power* »<sup>17</sup>. Le retour qu'elle opère dans d'autres pays du Moyen-Orient, mais aussi en Amérique latine ou en Afrique, dont elle s'était désintéressée pendant les années 1990, s'opère par ailleurs largement en s'appuyant sur des coopérations militaro-techniques en matière de défense et sur des livraisons d'armes, comme le faisait l'URSS.

La coercition peut prendre la forme d'une intervention militaire (Ukraine, Syrie), elle peut aussi prendre celle d'actions de déstabilisation. Lorsque la Russie ne parvient pas à ses fins, elle n'hésite pas à utiliser son pouvoir de nuisance pour bloquer les projets qui ne correspondent pas à ce qu'elle estime être ses intérêts. Pour reprendre l'expression de James Sherr, « *if Russia cannot have a seat at the table, it will be the elephant in the room*<sup>18</sup> », ce qui se traduit par des actions aussi bien politiques (comme par exemple l'usage de son droit de veto au Conseil de sécurité

« une grande ambition nationale, susceptible de masquer le déclin d'un pays »<sup>15</sup>. Pour la Russie de Vladimir Poutine, la grandeur, qui a une vocation à la fois interne (rassembler la population autour d'un grand dessein) et externe (faire croire que la Russie est ce qu'elle n'est plus), apparaît comme le moyen de compenser les faiblesses et de « masquer les défaites<sup>16</sup> ».

L'action extérieure de la Russie est structurée par l'objectif de puissance *et* de grandeur. De multiples exemples illustrent l'attention considérable continûment apportée par Moscou à son statut et à son rang, nous l'avons vu. Le Kremlin ne cesse de rappeler que la Russie n'est pas un État comme les autres, qu'elle est l'un des principaux centres d'un monde multipolaire, qu'elle est un acteur énergétique majeur, qu'elle doit être respectée et traitée « d'égal à égal » par les Grands de la planète, qu'elle représente une alternative à l'ordre mondial dominé par les États-Unis mis en place en 1945, que son désir de vouloir participer à la décision et à la gouvernance mondiale est légitime. Et il étaye son discours par de nombreuses initiatives. Parmi elles, figurent en bonne place ses efforts pour moderniser le potentiel nucléaire russe ; ses positions sur le rôle central du Conseil de sécurité des Nations unies et sur la nécessité de préserver le droit de veto de ses cinq membres permanents, sa proposition d'investir ces cinq États d'une nouvelle mission dans le monde ; sa politique mémorielle visant à imposer un récit historique fait de victoires et de moments héroïques glorieux, notamment en organisant de multiples commémorations de grands événements qui permettent de valoriser les temps forts de l'histoire russo-soviétique (en particulier la victoire sur le nazisme en 1945), la place que la Russie occupe dans le monde, la richesse de son héritage culturel, les capacités d'innovation scientifique et les performances qui ont fait la gloire de l'URSS (comme la conquête spatiale) ; l'organisation année après année de grandes manifestations sportives internationales qui illustrent sa capacité à créer des événements planétaires et à être « une puissance sportive » ; l'annonce en août 2020 par Vladimir Poutine, avant le début des essais cliniques de phase 3, que son pays est le premier dans le monde à avoir trouvé un vaccin contre le Covid-19.

Pour se faire reconnaître sur la scène internationale comme un acteur incontournable, à partir de la fin des années 2000, la Russie revient par ailleurs à ce qui a été un moyen privilégié en son temps par l'URSS : l'outil militaire et la coercition ou la menace

de la coercition. Après 1991, le facteur militaire a continué à jouer un rôle significatif : dans les années 1990, l'arme nucléaire est au cœur de l'ambition de puissance conservée, les conflits dans l'espace postsoviétique sont un moyen pour Moscou de peser sur les trajectoires de certains de ses partenaires, et elle continue à vouloir maintenir une présence militaire sur le sol de plusieurs de ses voisins de la CEI. Mais ce facteur n'est plus considéré comme l'essentiel, nous l'avons vu : l'idée très présente au lendemain de l'effondrement de l'URSS est que la puissance doit reposer sur la solidité des positions économiques et autres de la Russie. Ce paradigme ne tient pas dans la durée. À un moment où le prix du baril de pétrole augmente fortement les capacités budgétaires du pays, Vladimir Poutine part de l'idée que pour être respectée, la Russie doit être forte ou apparaître comme telle. Il accorde dès lors au facteur militaire une importance qui croît avec le temps. À partir de 2008, il engage une modernisation des forces armées, nécessaire, au moins dans une certaine mesure, après des années de sous-investissement. En ayant recours à la force en Ukraine en 2014 (annexion de la Crimée et intervention dans le Donbass), en intervenant militairement en Syrie en 2015, la Russie montre qu'elle a désormais à nouveau la volonté et la capacité d'utiliser la coercition pour peser sur les évolutions à l'étranger. En mettant « en avant sa force armée rénovée », en n'hésitant pas « à surjouer sa puissance militaire », l'État cherche à conforter son statut et à « gommer ses carences dans d'autres champs de sa puissance – économie, technologie, démographie, *soft power* »<sup>17</sup>. Le retour qu'elle opère dans d'autres pays du Moyen-Orient, mais aussi en Amérique latine ou en Afrique, dont elle s'était désintéressée pendant les années 1990, s'opère par ailleurs largement en s'appuyant sur des coopérations militaro-techniques en matière de défense et sur des livraisons d'armes, comme le faisait l'URSS.

La coercition peut prendre la forme d'une intervention militaire (Ukraine, Syrie), elle peut aussi prendre celle d'actions de déstabilisation. Lorsque la Russie ne parvient pas à ses fins, elle n'hésite pas à utiliser son pouvoir de nuisance pour bloquer les projets qui ne correspondent pas à ce qu'elle estime être ses intérêts. Pour reprendre l'expression de James Sherr, « *if Russia cannot have a seat at the table, it will be the elephant in the room* »<sup>18</sup>, ce qui se traduit par des actions aussi bien politiques (comme par exemple l'usage de son droit de veto au Conseil de sécurité

des Nations unies) qu'économiques, énergétiques (embargo sur les importations ou suspension de livraisons de gaz), médiatiques, informatiques et autres. Le *soft power* mis en place par la Russie s'insère dans ce dispositif. Dans l'éventail des instruments mis au service de sa politique, la diplomatie publique tient une grande place, elle est perçue à Moscou comme un maillon essentiel de son action extérieure. Mais le Kremlin a une stratégie spécifique, qui a fortement évolué au cours de la décennie 2010. Le *soft power* continue certes à être considéré comme un moyen d'imposer une image positive du pays et de séduire, notamment par le biais de la culture. Mais au fil de cette décennie, sa finalité est de plus en plus d'affaiblir, de déstabiliser et de diviser le rival, le récalcitrant ou le partenaire qui pense autrement, de concurrencer l'Occident, en bref d'être crainte plus que d'être aimée. Pour y parvenir, elle accorde une large place à la propagande et à la manipulation de l'information, mobilisant des méthodes qui « ressemblent davantage aux "mesures actives" de la période soviétique qu'à la notion libérale occidentale de l'influence par l'exemple<sup>19</sup> », avec des moyens qui sont démultipliés par les capacités offertes par l'Internet et le formidable développement des réseaux sociaux. Le *soft power* à la russe s'apparente à ce que certains appellent le « *sharp power* », « qui ne vise plus à séduire mais à déstabiliser l'autre, à semer le trouble dans les esprits, à brouiller les pistes et les vérités<sup>20</sup> », en ayant recours à « la subversion, l'intimidation et les pressions<sup>21</sup> ».

### *L'Ukraine sera-t-elle la roche Tarpéienne de la Russie ?*

La politique menée par la Russie depuis deux décennies montre qu'elle n'a pas fait sienne l'idée que « la politique étrangère commence à la maison », c'est-à-dire que la crédibilité de son ambition de puissance passe par la priorité au développement intérieur<sup>22</sup>. Elle suggère que celle-ci ne signifie pas (ou plus) que le Kremlin a pour objectif d'avoir une puissance globale dont les différentes dimensions se compléteraient les unes les autres. Elle montre que la Russie ne cherche pas à se doter des « vrais leviers d'influence [que] sont la puissance économique, le degré d'avancement technologique et le leadership moral », qu'elle se contente de s'appuyer « essentiellement sur les formes primitives de projection de puissance, comme la force militaire et la subversion politique »<sup>23</sup>, qu'elle se préoccupe avant tout des apparences, de son statut et de son rang et qu'elle

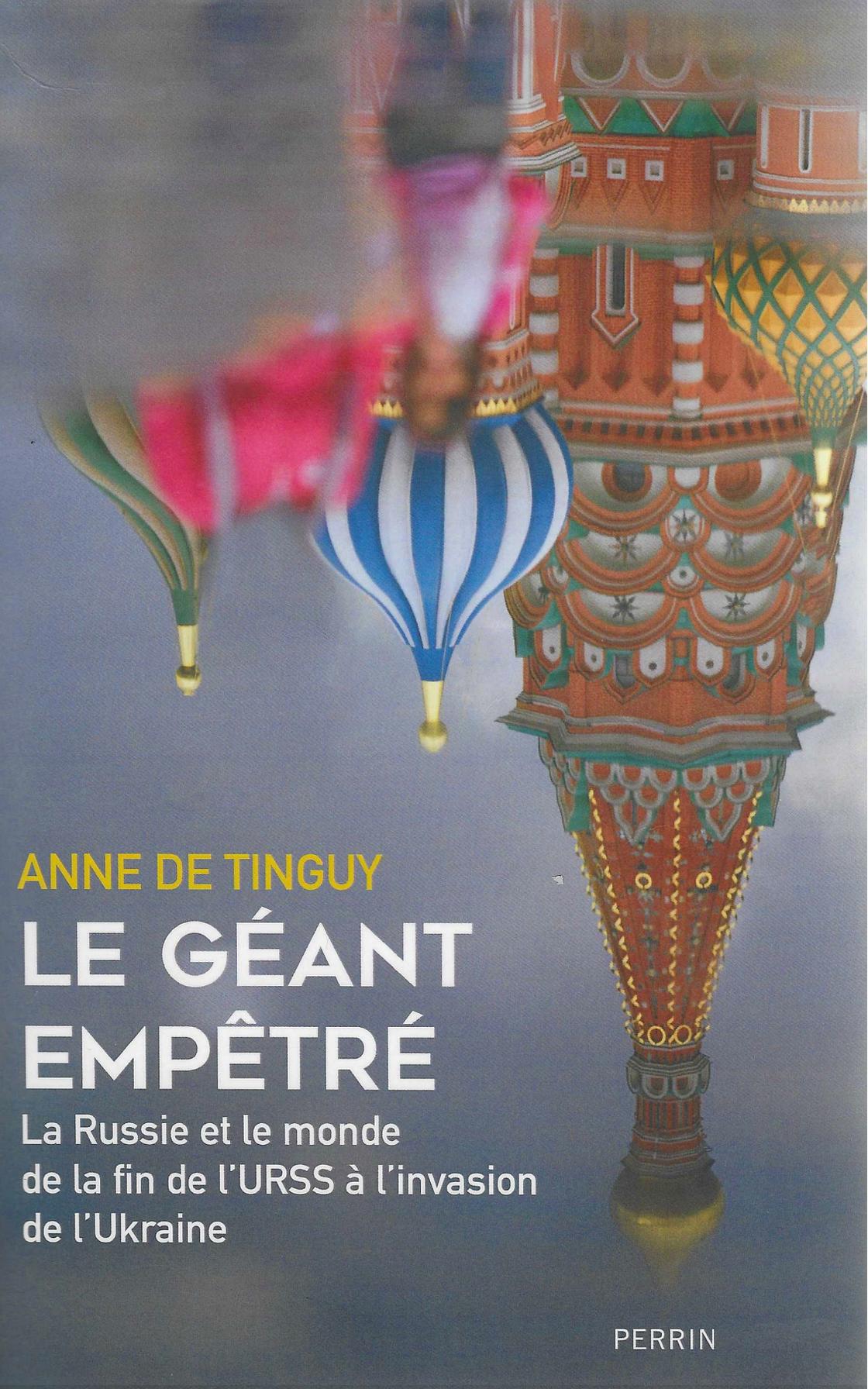
se prive de nombre des atouts qu'elle détient, notamment dans le domaine du *soft power*. Son action a par ailleurs débouché sur un rééquilibrage géopolitique synonyme d'incertitudes. En affirmant sans relâche que les Occidentaux, en particulier les États-Unis, ont pour objectif d'affaiblir et de marginaliser leur pays, les élites dirigeantes russes se sont enfermées, on l'a souligné, dans un « univers mental » qui imprègne toutes les relations extérieures<sup>24</sup>. Bien avant 2022, leur politique révèle une Russie arrogante, mais empêtrée dans ses peurs à la fois internes et internationales, incapable d'accepter la contestation et la concurrence, de sortir d'une vision du monde néo-impériale et d'abandonner l'idée qu'elle est entourée d'ennemis qui la menacent, incapable de chercher à séduire et à convaincre plutôt qu'à contraindre et à être crainte.

L'Ukraine sera-t-elle la roche Tarpéienne de la Russie ? Sera-t-elle le mur sur lequel son projet de grandeur se fracassera ? Ou sera-t-elle à l'origine d'un nouveau départ et d'une métamorphose ? À ce jour, elle est le grand échec de Vladimir Poutine, dont la politique a été et continue à être le fruit d'analyses anachroniques et de graves erreurs d'appréciation<sup>25</sup>. Le chef de l'État russe n'a jamais imaginé et *a fortiori* accepté que ce pays, qui n'est à ses yeux qu'une « Petite Russie<sup>26</sup> », dont il voit l'indépendance comme un contresens historique, et dont il ne reconnaît pas la pleine souveraineté, puisse adopter un modèle socio-politique différent de celui de la Russie, s'intégrer dans la communauté euro-atlantique, voire basculer dans l'orbite sécuritaire des États-Unis. Incapable de regarder la trajectoire suivie par l'Ukraine autrement qu'en termes de perte et de défaite historique pour son pays, il a considéré que cette dernière mettait en cause le statut et la sécurité de la Russie. Là intervient la stratégie mise depuis des années par Moscou au service de sa politique extérieure. Le Kremlin aurait pu réagir en cherchant à se rapprocher de l'Ukraine en reconnaissant enfin sa souveraineté et donc la légitimité de ses choix internes et externes, en proposant de faire la paix en reculant dans le Donbass et en Crimée, et en offrant à Kiev une coopération mutuellement bénéfique. Dans la ligne de la politique menée depuis les années 2000, il n'a pas su adopter une autre voie que celle qu'il a suivie jusqu'à maintenant, celle de la contrainte. Aveuglé par le « syndrome du grand frère », il a continué à se montrer « arrogant et égoïste<sup>27</sup> ». Emporté par ses passions, notamment par un mépris de longue date pour l'Ukraine et par une profonde animosité pour l'Occident, oubliant les intérêts de la

Russie, il a basculé dans la violence. L'« opération militaire spéciale » changera-t-elle la donne ? Conduira-t-elle l'Ukraine à accepter de retourner dans le giron de l'ancienne puissance tutélaire et à renoncer à ses choix euro-atlantiques ? La remarquable résistance des Ukrainiens à l'envahisseur rend ce scénario improbable. Amènera-t-elle la Russie à renoncer à ses ambitions impériales, à sortir de la situation de forteresse assiégée dans laquelle elle s'est enfermée et à faire sienne l'idée que « la politique étrangère commence à la maison » ? Au moment où ces lignes sont écrites, les conditions de la fin de la guerre et les contours de l'après-guerre ne se dessinant pas encore, tenter de répondre à cette question serait présomptueux. Mais ce qui apparaît déjà clairement, c'est que la guerre, qui est pour l'Ukraine une terrible tragédie, est pour la Russie une source de fortes incertitudes sur le terrain militaire, à l'intérieur de ses frontières et dans la vie internationale. Unanimement condamnée et lourdement sanctionnée par les États occidentaux, la Russie risque entre autres d'être durablement très affaiblie et en Europe marginalisée. Son avenir apparaît plus précaire que jamais.

Empêtré tout à la fois dans une guerre honteuse dont l'issue est à ce jour imprévisible, dans une ambition de puissance et de grandeur au service de laquelle il met des moyens limités, dans son incapacité à rattraper un retard économique séculaire et à être autre chose qu'un État rentier, dans un système politique qui est un frein à l'innovation et dans un passé qu'il n'a pas encore regardé en face, le géant russe semble aujourd'hui incapable du sursaut qui lui permettrait de tirer le meilleur parti des nombreuses ressources dont il dispose. La politique menée, de court terme, amène à se demander si, de fait, le Kremlin n'a pas accepté le déclin. Il affirme haut et fort son ambition, mais il adopte une stratégie qui est un obstacle à une influence durable.

Ce que ces réflexions font ressortir, c'est qu'une autre politique est possible. La Russie a entre les mains des atouts aussi nombreux que considérables. Le jour où elle décidera de les faire fructifier, elle se placera dans une situation beaucoup plus favorable à son développement et à sa capacité à prendre la place qu'elle souhaite avoir dans le monde. Une voie qui satisfera tous ceux qui sont au fil du temps, on l'a vu, de plus en plus nombreux à préférer que la Russie devienne « un pays avec un haut niveau de vie, même s'il n'est pas un des pays du monde les plus puissants » plutôt qu'« une grande puissance que les autres États respectent et craignent »<sup>28</sup>.



ANNE DE TINGUY

# LE GÉANT EMPÊTRÉ

La Russie et le monde  
de la fin de l'URSS à l'invasion  
de l'Ukraine

PERRIN

La fin de la guerre froide (1989) et l'effondrement de l'URSS (1991) annonçaient une métamorphose de la relation extérieure de la Russie. Trente ans plus tard, l'invasion de l'Ukraine referme la page de l'histoire qui s'était alors ouverte. Vladimir Poutine a engagé son pays dans un conflit néo-impérial d'un autre âge – une tragédie pour l'Ukraine, un séisme pour l'Europe, un point de bascule pour son pays. Cette guerre dévastatrice, qui illustre l'obsession de puissance du géant russe, aggrave le paradoxe dans lequel celui-ci s'est enfermé. Acteur international de premier plan doté de multiples atouts, il se contente d'être un colosse aux pieds d'argile qui privilégie son pouvoir de nuisance.

L'analyse de son rapport au monde confirme que la Russie se trouve à la croisée des chemins. Que sera-t-elle demain : un État dynamique qui donne la priorité au développement interne ? Ou une puissance en déclin empêtrée dans ses vulnérabilités économiques, démographiques et politiques, aveuglée par la conviction qu'elle est vouée à être un Grand, mais incapable de se donner les moyens de l'être ?

Le présent ouvrage, qui passe en revue l'ensemble de ces problématiques, apparaît comme un puissant instantané des forces et des faiblesses de la Russie gorbatchévienne, eltsinienne et poutinienne, nourri aux meilleures et plus récentes sources internationales. Un livre passionnant et sans équivalent sur un sujet brûlant.

*Professeur des universités émérite à l'INALCO (Institut national des langues et civilisations orientales), Anne de Tinguy est chercheuse au CERI (Centre de recherches internationales) de Sciences po. Elle a publié de nombreux ouvrages, dont Moscou et le monde. L'ambition de la grandeur : une illusion ?, La Grande Migration. La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer et L'Ukraine, nouvel acteur du jeu international.*



26 €  
Prix France TTC